

**Syrie - Réunion du "Small Group"  
sur la Syrie - Déclaration à la presse  
de M. Jean-Yves Le Drian, ministre  
de l'Europe et des affaires  
étrangères**

(Paris, 26 avril 2018)

Q - Monsieur le Ministre, quel est le but de la réunion du " Small Group " ce soir ?

R - Le président de la République avait annoncé après les frappes contre les emprises chimiques en Syrie qu'il allait reprendre l'initiative, à la fois politique, humanitaire, chimique, pour essayer de trouver des chemins permettant de rétablir une Syrie plus pacifiée. Il y a déjà eu une initiative qui a été prise aux Nations unies, lorsque nous avons déposé une résolution permettant d'avancer vers le règlement de la crise.

Nous avons pris des initiatives humanitaires, puisque nous avons décidé d'affecter 50 millions d'euros pour aider à la fois les déplacés, les réfugiés mais aussi aider à la situation dramatique qui prévaut dans certaines parties de la Syrie.

Nous avons pris des initiatives dans le domaine chimique, puisqu'au sein de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, nous avons proposé des règlements permettant d'éviter tout retour à l'utilisation de l'arme chimique.

Puis maintenant une initiative politique qui est la réunion, ici, des pays " affinitaires " - l'Allemagne, la Jordanie, l'Arabie saoudite, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la France. Nous allons, au cours d'une réunion un peu informelle, essayer de travailler sur des solutions concrètes permettant d'avancer sur le chemin de la paix en Syrie, de prendre des initiatives, et d'avoir des propositions à faire aux autres pays de la région, avec lesquels il faut travailler pour sortir de l'ornière.

Q - Comment avancer sachant que les frappes, selon les Russes, ont compliqué la recherche d'une solution politique ? Les Russes eux-mêmes semblent dire qu'ils ont assez peu de marche de manoeuvre face à Bachar el-Assad. Comment, de votre point de vue, ce processus peut-il être remis sur les rails ?

R - Nous allons y travailler ce soir. La nécessité s'impose de proposer des solutions pour permettre d'avoir une feuille de route pacifique en Syrie. C'est la volonté du président de la République et c'est le sens de cette réunion qui va nous permettre d'échanger ensemble sur la manière d'agir, de coopérer, de faire des propositions.

Q - L'idée reste-t-elle toujours de revenir à la table des négociations à Genève dans le cadre qui avait été défini par une précédente résolution de l'ONU ; ou le but est-il, comme le président l'a esquissé à Washington, d'intégrer ces négociations politiques dans une négociation plus large sur la stabilité régionale, qui impliquerait donc bien-sûr aussi l'Iran ?

R - L'idée, d'abord, c'est d'établir un chemin de travail pour la Syrie, de faire des propositions qui intègrent à la fois la constitution, la mise en oeuvre d'un processus électoral, mais d'abord, la mise en oeuvre d'un cessez-le-feu. Les pays qui se retrouvent ce soir vont essayer de déterminer quel est le chemin qui peut permettre d'aboutir à cela et comment on peut avoir des discussions avec les autres pays pour aboutir à une solution de paix. Ensuite, il y a l'accord-cadre que propose le président de la République, qui est plus global et qui concerne d'autres aspects de la situation de la région. Mais ce soir, notre travail, c'est la Syrie.

Q - Le nucléaire iranien sera-t-il également abordé ce soir?

R - Ce soir, notre travail, c'est la Syrie./.